



## **Congrès Mondial pour la défense de l'éducation publique et contre le néolibéralisme éducatif**

**Les 26 et 27 septembre 2020**

**Document de proposition**

La pandémie COVID-19 a généré une situation de paralysie mondiale sans précédent Programmé, qui a révélé les profondes inégalités du système, mais qui s'est aussi transformé en une opportunité pour le grand capital dans sa volonté d'avancer dans une redéfinition de ses processus et de sa dynamique, avec des éléments d'exclusion et de domination accrues.

La vague de privatisations des services de base et d'intérêt social des dernières décennies, a fait que les secteurs sociaux les plus pauvres et la classe ouvrière soient les plus touchés par la crise pandémique.

La paralysie à tous les niveaux engendrée par la pandémie était étroitement liée à la crise économie du capital qui émerge dans une nouvelle récession économique mondiale.

Dans ce contexte, nous avons vu l'émergence des gouvernements néoconservateurs avec des politiques fascistes comme celui de Trump ou de Bolsonaro, qui avec leurs politiques négationnistes des risques à la santé du COVID-19, ont conduit des milliers d'humains à l'hôpital et à la mort. Beaucoup de gouvernements, suivant l'exemple de Trump et Bolsonaro, ont mis au devant les bénéfices au-dessus de la vie humaine. Cela doit être combattu par les peuples et leurs organisations sociales et syndicales au niveau des idées, de la mobilisation et de l'organisation.

La situation mondiale actuelle est une crise profonde du système capitaliste qui l'emmène à essayer de placer les coûts de cette situation sur le dos des travailleurs. La pandémie COVID-19 a servi de prétexte pour faire avancer l'agenda néolibéral d'éduquer la société, qui se matérialise par de nouvelles formes de privatisation de l'éducation, associé à l'accès à la connexion Internet et à la possession du matériel pour les cours en ligne.

L'expérience de virtualité à domicile est utilisée pour créer un différend qui n'existait pas en février 2020, entre l'enseignement en présentiel à l'école et l'enseignement à domicile virtuel. Le capitalisme sait qu'il ne peut impunément et de sitôt supprimer les écoles, mais crée l'imaginaire social sur l'obsolescence de ce qui est école. Cela vise à donner accès aux sociétés de technologie et de contenu d'éducation numérique au «marché de l'éducation», qui s'accompagne d'un désinvestissement soutenue dans la mise à jour et la formation des enseignants dans des contextes numériques comme celui actuel.

Malgré cela, l'enseignant international a pris à son compte et avec l'accompagnement de leurs syndicats et corporations la tâche de se mettre à jour pour faire face aux défis pédagogiques actuels. Les éducateurs du monde nous sommes un bon exemple d'engagement en faveur de la continuité du droit à l'éducation, bien que dans des conditions de plus en plus défavorables, nous avons garanti le maintien de la caution pédagogique avec les étudiants.

Cela ne cache pas l'émergence de nouvelles formes de privatisation, en passant aux familles, enseignants et étudiants les responsabilités des États nationaux de garantir les conditions minimales d'exercice du droit à l'éducation. Il revient maintenant aux familles, enseignants et aux étudiants d'acheter ou mettre à niveau des ordinateurs, payer des forfaits de données pour l'accès Internet et même acheter des plateformes privées pour pouvoir donner des cours virtuels. Cette privatisation continue d'être masquée par un bruyant écran de fumée communicationnel des gouvernements qui parle de la supposée réussite scolaire en temps de pandémie, avec des phrases opportunistes sur la mystique de l'enseignement.

Les enseignants ont été soumis à une surcharge dans leurs emplois du temps et leurs tâches, enfermés

à la maison, résolvant par eux-mêmes la continuité de l'activité éducative. Cela a fait de l'enseignement le magistère mondial avec peu ou pas de reconnaissance des gouvernements.

En quelques mois à peine, des millions d'étudiants dans le monde ont été expulsés des Systèmes éducatifs. La proposition d'éducation virtuelle, hybride et multimodale a trouvé des millions de garçons, de filles et de jeunes sans réelle possibilité de poursuivre leurs études.

Ce ne sont pas, les jeunes et les plus jeunes qui quittent l'école, c'est le capitaliste qui les laisse de côté, en brisant le rôle égalitaire des conditions d'apprentissage assignées à l'école.

Certains gouvernements ont appelé de manière irresponsable à un retour aux classes au milieu de la hausse des infections, sans qu'on ait encore trouvé de vaccin et sans des conditions de biosécurité adéquates, une question qui exprime clairement que leurs préoccupations majeures sont de réactiver l'économie capitaliste en crise, au prix de la sécurité et la vie des enfants et des éducateurs.

Alors que le capitale défend aujourd'hui l'école comme crèche et lieu de transmission des connaissances fonctionnelles au mode de production, nous défendons l'école de pensée critique, de la solidarité, de rencontre humaine, de lien avec la transformation sociale.

La crise actuelle confirme de vieilles certitudes tout en installant de nouveaux défis. La certitude selon laquelle l'expérience éducative est inéluctablement soutenue dans une activité en présentiel a retrouvé de la valeur pour l'exercice d'enseignement, si vilipendé par la marchandisation éducative néolibérale. Avec tout cela, le retour à l'école et la présence ne peut pas être à cette réalité naturalisée des inégalités exprimées avant mars 2020 et dramatiquement pendant la pandémie.

Le défi de la génération de travailleurs de l'éducation de nos jours, il est encore plus grand: il s'agit de penser et de construire des réponses, pas seulement pour la conjoncture, mais à partir des résistances on peut dessiner un horizon stratégique, qui implique inévitablement la construction d'alternatives pédagogiques qui soutient une nouvelle école.

Assumer ce défi de la manière la plus cohérente et responsable, c'est aller au delà des frontières nationales puisque l'enjeu est justement le dépassement de la crise d'un modèle mondialisé d'éducation néolibérale.

Dans cette perspective et avec la reconnaissance, la solidarité et la confiance de nous qui nous battons pour la défense de l'éducation publique, nous sommes entrain de construire un espace de rencontre internationale, de nature ouverte, horizontale, plurielle et inclusive que nous appelons " Groupe de Contact International" (GCI), pour continuer à partir de là à penser ensemble sur ces défis éducatifs et d'autres.

Du "Groupe de contact international", nous promotionnons pendant ces cinq mois de pandémie, des débats, réflexions, analyses, sur les caractéristiques de l'offensive actuelle du capital contre l'éducation et nous voulons terminer sur l'urgence de convoquer le « I Congrès mondial de défense de l'enseignement public et contre le néolibéralisme éducatif ».

Ce I Congrès mondial de l'éducation 2020 se tiendra par des moyens virtuels, le défi est de confronter le néolibéralisme sous toutes ses formes et expressions et

Pour cela, nous avancerons dans la mise en place d'un Coordinateur International des travailleuses et travailleurs de l'éducation (CITE), comme espace permanent de dialogue, de rencontre et d'organisations de ceux qui luttent pour la défense de l'éducation publique et contre le néolibéralisme éducatif. Nous invitons toutes les organisations, syndicats, corporations, mouvements sociaux et personnalités qui convergent vers ces idées à participer aux débats et délibérations que nous développerons les 26 et 27 septembre 2020.

La convocation est signée par :

**Mercedes Martínez** (Federación de Maestros y Maestras de Puerto Rico, FMPR), **Pedro Hernández** (CNTE, México), **Luis Bonilla-Molina** (Centro Internacional de Investigaciones Otras Voces en Educación), **Alfredo Velásquez** (SUTEP, Perú), **Laura Isabel Vargas** (UNE, Ecuador), **Fernando Abrego** (ASOPROF, Panamá), **David Lobão** (SINASEFE, Brasil), **Eduardo González** (MUD, Chile), **Luis Tiscornia** (CONADU-H, Argentina), **Denis Solís** (APSE, Costa Rica), **Eblin Farage** (ANDES, Brasil), **Jurjo Torres Santomé** (A Coruña, España), **Marc Casanova** (USTEC, España), **Vladimir Laura** (CONMERB, Bolivia), **Fernando Lázaro** (CEIP-H, Argentina), **Julieta Kusnir** (EEUU), **Nelva Reyes** (CGTP, Panamá), **Luis Bueno** (CNSUESIC, México), **Eliana Laport** (FeNaPes, Uruguay), **Sebastián Henríquez** (SUTE, Mendoza, Argentina), **Yesid González** (La Roja, Colombia), **Claudia Baigorria** (CONADU-H, Argentina), **José Cambra** (ASOPROF, Panamá), **Richard Araujo** (APEOESP, Brasil), **Luz Palomino** (CII-OVE), **Ángel Rodríguez** (APPU, Puerto Rico), **Carolina Jiménez** (UN, Colombia), **Cássio Sindserv Santos** (Rede Pública Municipal, Brasil), **Daniel Libreros** (CADTM, Colombia), **Diógenes Sánchez** (Coalición Panameña por la Defensa del derecho a la Educación), **Edgar Isch** (Académico, Ecuador), **Fernando Gómez** (Rosario, Argentina), **Hugo Aboites** (Académico, México), **Laura García Tuñón** (ENDYEP, Argentina), **Luis Sánchez** (AEVE, Panamá), **Marco Raúl Mejía** (Planeta Paz, Colombia), **Mauro Jarquín** (Investigador, México), **Rosa Cañadel** (Cataluña, España), **Sandra Lario** (Colectivos de Educadores populares del Sur, Argentina), **Rosemary Hernández** (FOVEDE, Venezuela), **Toninho Alves** (FASUBRA, Brasil), **Verónica del Cid** (Red Mesoamericana Alforja), **Lev Velásquez** (profesor, equipo de la CNTE, Sección XVIII, México), **Zuleika Matamoros** (Movimiento Pedagógico de Base, Venezuela), **Estela Gramajo** (Intergremial de Formación Docente, Uruguay), **Jorge Adaro** (Ademys, Argentina), **Mariano Isla** (Asociación de Pedagogos de Cuba), **Albert Sansano** (Foro Mundial de educación del Foro Social Mundial), **Sheila Cecon** (FME /Foro Social Mundial), **Albert Croce** (Argentina), **Sirle Marciel** (Consejo de Directores de SINTEPS, Sao Paulo, Brasil), **Vicent Mauri** (Intersindical de Valencia, España), **Leopoldo Muñera** (MANPUP, Colombia), **Andrés Felipe Mora** (MANPUP, Colombia), **Richard L** (SEPE, Rio de Janeiro, Brasil), **Daniel Jorge** (FERC CGT, Francia), **Ezequiel Alfieri** (Educador popular, Argentina), **Teresa Garduño Rubio** (Pedagoga y Educadora Popular, México), **Angela Zambrano** (Profesora universitaria, Ecuador), **Lourdes Velásquez de Urbáez** (Sociedad Venezolana de Educación Comparada), **César Valdovinos** (CINPECER, México), **Miguel Ángel Hernández** (SITIEMS, México), **Raúl**

**Gil** (Uruguay), **Claudio Katz** (Economista y profesor universitario, Argentina), **Eric Toussaint** (Comité Mundial por la Abolición de las Deudas Externas, Bélgica), **Tim Anderson** (Profesor Universitario, Australia), **Luis Hernández Navarro** (periodista, México), **Orlando García** (ASOMOGRERP, Panamá), **Allen Cordero** (Profesor Universitario, Costa Rica) ... siguen más de 100 firmas de personalidades

Pour plus d'informations, vous pouvez écrire à [congresomundialdeeducacion2020@gmail.com](mailto:congresomundialdeeducacion2020@gmail.com)